

AVIS DU DOSSIER DE CONSULTATION

Avis du Dossier de Consultation N° 002 /DC/MINT/CIPM/2026 du 13 MAR 2026 pour l'acquisition du Matériel et Mobilier de bureau pour les cabinets du Ministère des Transports.

1. Objet du Dossier de Consultation

Dans le souci d'améliorer le cadre de travail de son personnel, rendre plus efficace et efficient leur travail et surtout redonner un visage reluisant aux Cabinets, le Ministre des Transports, Maître d'Ouvrage lance une Consultation pour l'acquisition du Matériel et Mobilier de bureau pour les cabinets du Ministère des Transports.

2. Consistance des prestations

Les prestations objet de la présente Consultation comprennent : la fourniture du Matériel et Mobilier de bureau pour les Cabinets du MINT (*transport, manutention (locale)*), mise en service et réception par le Maître d'Ouvrage et les services connexes (*installation*).

3. Allotissement

Les prestations objet de la présente Consultation sont en un seul lot.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel des prestations à l'issue des études préalables est de 20 000 000 (vingt millions) francs CFA TTC.

5. Délais de livraison

Le délai maximum prévu par le Maître d'ouvrage pour la livraison des fournitures objet de la présente Consultation est de (02) deux mois calendaires.

Ce délai court à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de démarrage des prestations.

6. Participation et origine

La participation à la présente Demande de Cotation est ouverte aux entreprises de droit camerounais.

7. Financement

Les prestations objet de la présente Consultation sont financées par le Budget d'Investissement Public de l'exercice 2026 sur la ligne d'imputation budgétaire n° 60.46.465.1.33000001.0133.524118

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette Demande de Cotation est en *ligne exclusivement*.

9. Cautionnement de soumission

Sous peine de rejet, chaque commissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, un cautionnement de soumission timbré au tarif en vigueur émis par un établissement financier ou une institution financière de premier ordre agréés par le Ministère des finances accompagné d'un récépissé de consignation délivré par la caisse de

dépôt et de consignations (CDEC) et portant la mention manuscrite de l'établissement émetteur d'un montant de deux cent mille (200.000)francs CFA Valable pendant cent vingt (120)jours.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la Consultation concernée est considérée comme non conforme. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable et considérée comme absente.

10. Consultation de la Demande de Cotation

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du Maitre d'Ouvrage aux heures et jours ouvrables au Service des marchés, porte N° C 120, téléphone 2 22 23 31 73, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition de la Demande de Cotation.

La version physique du Dossier de Consultation peut être obtenue au service des marchés porte C120 téléphone 2 22 23 31 73 dès publication du présent avis, contre présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable (frais d'achat du DAO) de cinquante mille (50.000) francs CFA, au Trésor Public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. La soumission par voie électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des Cotation

Chaque cotation est rédigée en français ou en anglais.

-La soumission étant exclusivement en ligne, la cotation devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 06 AVR 2026 à 13heures-. Une copie de sauvegarde de la cotation enregistrée sur clé USB ou CD/DVD, l'original physique de la cotation et le récépissé de dépôt en ligne devront être transmis sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde » pour la copie de sauvegarde, en plus de la mention ci-dessous dans les délais impartis au Service des Marchés.

Avis du Dossier de Consultation N° 002 /DC/ MINT/CIPM /2026 du 13 MAR 2026 pour l'acquisition du Matériel et Mobilier de bureau pour les Cabinets du Ministère des Transports.

« En n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

13.Taille et format des fichiers

La soumission étant en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant de la cotation du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour la cotation Administrative ;
- 15 MO pour la cotation Technique ;

- 5 MO pour la cotation Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

06 AVR 2026

14- Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu leà 14 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés du Maître d'Ouvrage dans la salle de conférence du bâtiment rond du MINT.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Demande de Cotation. Elles doivent être datées de moins de trois (03) mois à compter de la date limite de dépôt des cotations ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis du Dossier de Consultation.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, la cotation sera rejetée.

15. Recevabilité des Cotations

Les pièces administratives, la cotation technique et la cotation financière Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage si:

- Le pli physique de l'originale porte les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Le pli physique de l'originale est parvenu postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission.
- Les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;

Toute consultation incomplète conformément aux prescriptions de la DC sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréées par le Ministre des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces de la DC, entraînera le rejet pur et simple de la cotation sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme non conforme. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable et considérée comme absente. Toute caution de soumission doit être accompagné d'un récépissé CDEC.

16- Critères d'évaluation

16.1 Critères éliminatoires

Il s'agit notamment :

- de l'absence ou la non-conformité du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis ;

- de la non -production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission);
- des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces ;
- du non-respect d'au moins (80%) des critères essentiels;
- de l'absence de prospectus, catalogue, dessin ou fiche technique produit par le fabricant ;
- du non-respect d'au moins 80% des spécifications techniques indiquées dans les spécifications techniques des fournitures du présent DAO;
- de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans la cotation financière ;
- de l'absence d'un élément de la cotation financière (la soumission, les BPU, le DQE et SDPU) ;
- de l'absence d'une déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné un marché durant les trois (03) dernières années
- de la non-conformité du mode de soumission ;
- de l'absence de la charte d'intégrité
- de l'absence de la déclaration d'engagement social et environnemental
- Absence de la consultation de sauvegarde, enregistrée dans une clé USB en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS
- absence de l'original de la cotation physique
- Non-respect du format de fichiers des cotations.

15.2. Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

- la présentation de la cotation;
- les références du soumissionnaire;
- la capacité de préfinancement' d'une Somme de cinq millions (5 000 000) de Franc CFA;
- La preuve d'acceptation des conditions du marché (CCAP, CST, modèle de Marché paraphés et signés à la dernière page) ;
- Le service après-vente (disponibilité des pièces de rechange, atelier de réparation, personnel technique), le cas échéant ;
- La qualification et l'expérience du personnel ;
- Les moyens logistiques et matériels ;

- Le planning et délai d'exécution ;
- la méthodologie d'exécution.

NB : Le système de notation des offres par attribution des points est proscrit au profit du mode binaire (oui ou non).

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification administratifs, techniques et financières requis et dont la cotation est évaluée la moins-disante.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs cotations pendant quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite de la remise des cotations.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures et jours ouvrables au service des marchés du MINT *porte C 120, téléphone 2 22 23 31 73* ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

19. LES RABAIS

Pour être pris en compte les éventuels rabais consentis doivent être mentionnés en lettres et en chiffres et non manuscrits sur la lettre de soumission.

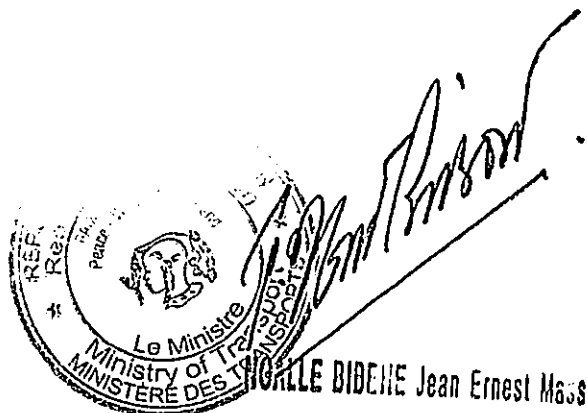
20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé le , 13 MAR. 2026

Copies:

- MINMAP (pour information)
- ARMP (pour publication)
- CIPM- MINT
- Affichage chrono


ROSELE BIDEHE Jean Ernest Massona

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix-Travail-Patrie

MINISTERE DES TRANSPORTS

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF TRANSPORTS

NOTICE OF CONSULTATION
002 /DC/MINT/CIPM/2026 dated 13 MAR 2026
Notice of Consultation No. 002 for the acquisition of Office
Equipment and Furniture for the offices of the Ministry of Transport.

1. Purpose of the Consultation Document

In order to improve the working environment of its staff, enhance the efficiency and effectiveness of their work, and give a refreshed appearance to the offices, the Minister of Transport, as Project Owner, launches a consultation for the acquisition of office equipment and furniture for the offices of the Ministry of Transport.

2. Scope of Services

The services covered by this consultation include: the supply of office equipment and furniture for the Ministry's offices (*transport, local handling, commissioning and acceptance by the Project Owner, and related services (installation)*).

3. Allotment

The services covered by this consultation are in a single lot.

4. Estimated Cost

The estimated cost of the services following preliminary studies is 20,000,000 (twenty million) CFA francs, all taxes included.

5. Delivery Deadline

The maximum delivery period for the supplies under this consultation is two (02) calendar months, starting from the notification date of the Service Order to commence the services.

6. Participation and origin

Participation in this Request for Quotation is open to companies governed by Cameroonian law.

7. Financing

The services covered by this consultation are financed by the 2026 Public Investment Budget under budget line no. 60.46.465.1.33000001.0133.524118.

8. Submission Method

The submission method for this Request for Quotation is *exclusively online*.

9. Bid Bond

To avoid rejection, each bidder must include in their administrative documents a submission guarantee stamped at the current rate, issued by a first-class financial institution approved by the Ministry of Finance, along with a deposit receipt issued by the Deposit and Consignment Fund (CDEC), valid for 120 days and amounting to two hundred thousand (200,000) CFA francs.

A submission guarantee unrelated to the consultation is considered non-compliant. A submission guarantee presented during the bid opening session is unacceptable and considered absent.

10. Consultation of the Request for Quotation

The physical file may be consulted free of charge at the Contracting Authority's offices during working hours at the Contracts department, door No. C120, phone 2 22 23 31 73, from the publication of this notice.

It can also be consulted online via the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.arpmp.cm).

11. Acquisition of the Request for Quotation

The physical version of the Consultation Document may be obtained from the Contracts department, door C120, phone 2 22 23 31 73, upon presentation of a non-refundable receipt of fifty thousand (50,000) CFA francs paid at the Treasury.

The electronic version may be downloaded for free at the addresses above. Submission electronically is conditional on payment of the document fee.

12. Submission of Bids

Each bid must be written in French or English. As submission is exclusively online, the bid must be transmitted by the bidder on the COLEPS platform no later than **06 AVR. 2026** at 1:00 PM. A backup copy of the bid saved on a USB key or CD/DVD, the physical original of the bid, and the online submission receipt must be submitted in a sealed envelope clearly marked "backup copy" for the backup copy, in addition to the following note, within the deadlines to the Contracts department:

Notice of Consultation File No. **02** / DC / MINT / CIPM / 2026 of **13 MAR. 2026** for the acquisition of office equipment and furniture for the Offices of the Ministry of Transport.
"Open only during the bid opening session."

13. File Size and Format

Since submission is online, the maximum file sizes for documents transmitted via the platform; constituting the bidder's submission, are:

- 5 MB for the Administrative bid;
- 15 MB for the Technical bid;
- 5 MB for the Financial bid.

Accepted formats are:

- PDF for textual documents;
- JPEG for images.

Bidders should use compression software to reduce file sizes if necessary.

14- Bid Opening

Bids will be opened at one time and will take place on **06 AVR. 2026** at 2:00 PM by the Internal Procurement Commission of the Contracting Authority in the round building conference room of MINT.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a single authorized person, even in the case of a consortium.

Under penalty of rejection, administrative documents must be submitted in originals or certified copies by the issuing authority or competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Conditions of the Request for Quotation (RFQ). They must be dated within three (03) months from the bid submission deadline or issued after the date of signature of the Consultation Notice.

In case of absence or non-compliance of an administrative document at the bid opening after a 48-hour period granted by the Commission, the bid will be rejected.

15. Eligibility of Bids

Administrative documents, technical bids, and financial bids will be deemed ineligible by the Contracting Authority if:

- The physical envelope of the original reveals the identity of the bidder;
- The physical envelope of the original is received after the submission deadline;
- Envelopes are non-compliant with the submission procedure;
- Envelopes do not indicate the identity of the Tender;

Any incomplete submission, not in accordance with the RFQ instructions, will be declared ineligible. Notably, the absence of a bid bond issued by an institution or financial organization authorized by the Minister of Finance to issue public procurement bonds, or failure to respect the templates of RFQ documents, will result in outright rejection of the bid without appeal. A bid bond submitted but unrelated to the concerned consultation is considered non-compliant. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session is ineligible and considered absent. Any bid bond must be accompanied by a CDEC receipt.

16- Evaluation criteria

16.1 Eliminator criteria

These include:

- Absence or non-compliance of the bid bond at bid opening;
- Failure to provide, beyond 48 hours after bid opening, any administrative document judged non-compliant or missing at bid opening (except the bid bond);
- False declarations, fraudulent maneuvers, or document falsification ;
- Non-compliance with at least 80% of essential criteria;
- Absence of prospectus, catalog, drawing, or technical datasheet provided by the manufacturer;
- Non-compliance with at least 80% of the technical specifications listed in the RFQ;
- Absence of a unit price in the financial bid;
- Absence of any element of the financial bid (submission, unit price schedule, detailed estimate, and summary);
- Absence of a sworn declaration confirming the bidder has not abandoned a contract in the last three (03) years;
- Non-compliance with submission procedure;
- Absence of integrity charter;
- Absence of social and environmental commitment statement;
- Absence of backup consultation copy saved on USB in case of COLEPS platform malfunction;
- Absence of the original physical bid;
- Non-compliance with file formats of bids.

15.2. Essential criteria

Essential criteria for bidder qualification will include, indicatively:

- Presentation of the bid;
- Bidder references;
- Ability to pre-finance an amount of five million (5,000,000) CFA Francs;
- Proof of acceptance of contract conditions (CCAP, CST, market model initialed and signed on the last page);
- After-sales service (availability of spare parts, repair workshop, technical personnel), if applicable;
- Qualification and experience of personnel;
- Logistics and material resources;

- Execution schedule and timeline;
- Execution methodology.

Note: Scoring systems assigning points are prohibited in favor of a binary system (yes or no).

16. Award

The Contracting Authority will award the contract to the bidder whose offer meets the required administrative, technical, and financial qualification criteria and is evaluated as the lowest-priced.

17. Bid validity

Bidders remain bound by their bids for ninety (90) days from the bid submission deadline.

18. Additional Information

Additional information can be obtained during office hours at the MINT Procurement Service, door C 120, telephone: 2 22 23 31 73, or online via the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

19. Discounts

Any discounts offered must be indicated in words and figures, not handwritten, on the submission letter, to be considered.

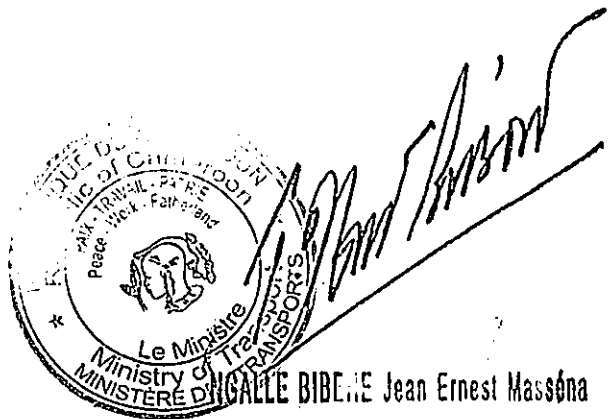
20. Fight Against Corruption and Malpractice

To report any acts of corruption, please contact CONAC at 1517, or the Public Procurement Authority (MINMAP) by SMS or call at : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Done at Yaounde on , 13 MAR. 2026

Copies:

- MINMAP (pour information)
- ARMP (pour publication)
- CIPM- MINT
- Affichage chrono



Le Ministre des Transports et de l'Infrastructure
MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE L'INFRASTRUCTURE
GALLIE BIBE JE Jean Ernest Masséna